

Maurice Séguin

Une vision pessimiste de la société québécoise

Alain Duchesneau

Volume 4, numéro 2, été 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/7225ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Duchesneau, A. (1988). Maurice Séguin : une vision pessimiste de la société québécoise. *Cap-aux-Diamants*, 4(2), 76–76.

Maurice Séguin Une vision pessimiste de la société québécoise

Maurice Séguin naît à Horse Creek, Saskatchewan, le 7 décembre 1918. Dès l'âge de quatre ans, il quitte l'Ouest canadien en compagnie de ses parents et vient s'établir à Montréal. Une fois terminées ses études primaires à l'école Champlain, il complète son cours classique aux Collèges Saint-Ignace et Jean-de-Brébeuf, puis s'inscrit en septembre 1942 à l'École des hautes études commerciales. Quelques mois plus tard, le nouveau bachelier quitte cette institution. Il obtient par la suite une licence ès lettres à l'Université de Montréal. En 1944, on le retrouve candidat au doctorat en histoire sous la direction de l'abbé Lionel Groulx. Sa thèse porte sur *La nation «canadienne» et l'agriculture (1760-1850)*.

En s'intéressant à ce sujet, rien ne laissait présager que Séguin développerait une vision fondamentalement pessimiste de l'avenir. Vers 1945, l'agriculture québécoise manifeste des signes de déclin évident: elle occupe de moins en moins de travailleurs et le pourcentage des terres exploitées chute de façon drastique. Néanmoins, les espoirs les plus chimériques ne cessent d'être véhiculés par l'élite bien pensante. Plusieurs entretiennent le mythe du salut par le retour à la terre.

Sans adhérer à ce courant, Séguin déplore le fait que les Canadiens (i.e. les francophones du Bas-Canada) aient été forcés d'abandonner la campagne à cause de facteurs tels l'inaccessibilité des marchés, la politique gouvernementale prohibant la concession



Maurice Séguin dans son bureau de l'Université de Montréal en 1977.
(Archives de l'Université de Montréal).

de nouvelles seigneuries et la stagnation des techniques de culture. Mais au lieu de s'en tenir à ce constat et à souhaiter un retour en arrière, l'historien élargit le débat. Dans une seconde partie de sa thèse, beaucoup plus concise et théorique, il prétend que les Canadiens n'auraient pas pu vivre éternellement heureux sur leur terre. Selon lui, l'adage voulant qu'*«hors de l'agriculture [il n'y ait] point de salut»* contredisait non seulement une tradition d'entrepreneurship remontant au XVIII^e siècle, cou-

tume brisée par la Conquête, mais aussi l'évolution économique «normale» d'une nation. *«Faut-il exposer ici la nécessité d'un certain développement, d'un progrès de l'économie? soutient-il d'entrée de jeu. Après l'exploitation du sol ou encore d'autres ressources naturelles, en petit, pour soi, [...] il est normal que des besoins nouveaux naissent, que les échanges se multiplient, que le travail se spécialise et qu'on passe graduellement à une mise en valeur plus poussée des possibilités d'un territoire et aux transformations de l'industrie»*. À la rigueur, si les Canadiens avaient évolué dans un système économique clos, en dehors des grands circuits d'échange, ils *«auraient pu [...] se contenter encore longtemps de leur vie paysanne et s'industrialiser selon leur bon plaisir, à un rythme choisi par eux»*; mais côtoyant un voisin comme les États-Unis et en relation étroite avec l'Angleterre, la plus grande puissance industrielle au XIX^e siècle, ils étaient condamnés à l'infériorisation et au *«servage»*.

Cette situation alarmante pourrait à elle seule expliquer le pessimisme de Séguin. Mais les chiffres du recensement de 1941, publiés au moment où il rédige sa thèse, laissent présager un singulier retour des choses. En effet, le taux de natalité de la population canadienne-française, d'environ 40 pour cent plus élevé que celui du groupe britannique, et la politique restrictive d'immigration (à peine 150 000 étrangers arrivent au Canada entre 1931 et 1941, une moyenne dix fois moindre que celle des trois décennies précédentes) font croire à plus d'un que les francophones redeviendront maîtres chez eux. *«Les Britanniques nord-américains ne conserveront pas toujours leur supériorité numérique [...], écrit Séguin dans l'Action Nationale de décembre 1946. Un jour ou l'autre, l'occasion se présentera pour la nation canadienne-française de [...] débarrasser son économie de la tutelle paralysante de l'occupant»*.

Bien sûr, c'était compter sans la nouvelle politique d'immigration du gouvernement fédéral, plus souple et accueillante, et sans «la diminution de l'écart entre la natalité des Britanniques et celles des Français». De telle sorte que dans ses *Normes*, professées pour la première fois durant l'année universitaire 1956-57, Séguin s'enlise dans un pessimisme profond. Trop chétif pour devenir indépendant et trop bien enraciné pour qu'on songe à l'assimiler dans un délai raisonnable, le Québec, soutient-il alors, est condamné à l'*«inévitabilité survivance dans la médiocrité»*.

Par la suite, cette sombre conviction ne le quitte plus: ni les mouvements indépendantistes du début des années soixante, ni l'élection du parti québécois, ni même, semble-t-il, le référendum de 1980 ne sauront lui redonner espoir. Jusqu'à sa mort, survenue le 28 août 1984, Maurice Séguin demeure un historien pessimiste. ♦

Alain Duchesneau



Pavillon central de l'Université de Montréal en 1948. Oeuvre d'Ernest Cormier, cet édifice logeait, entre autres, l'Institut d'histoire.
(Archives de l'Université de Montréal).